Recherches sociographiques

John MEISEL, ed., *Papers on the 1962 Election : Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*

Jean-Charles Bonenfant

Volume 6, numéro 2, 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055271ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055271ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bonenfant, J.-C. (1965). Compte rendu de [John MEISEL, ed., *Papers on the 1962 Election : Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*]. *Recherches sociographiques*, 6(2), 203–205. <https://doi.org/10.7202/055271ar>

pas encore été constituées, dans nos universités, de véritables archives de ces autobiographies où historiens et sociologues pourraient puiser les renseignements qui nous manquent sur l'évolution des genres de vie depuis un demi-siècle. Il faudra s'attaquer à cette tâche au plus tôt.

Redisons, en terminant, l'importance de cet ouvrage, par sa valeur intrinsèque tout autant que par sa valeur de symbole. Il indique une orientation nouvelle de notre historiographie. Il faut souhaiter qu'il devienne le modèle de plusieurs autres monographies sur l'histoire des professions et de notre bourgeoisie.

Fernand DUMONT

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

John MEISEL, ed., *Papers on the 1962 Election: Fifteen Papers on the Canadian General Election of 1962*, Toronto, University of Toronto Press, 1964, vii+288 p.

Le professeur François Goguel a déjà rappelé (*Traité de sociologie*, publié sous la direction de Georges Gurvitch, P. U. F., 1960, tome second, p. 46) qu'en sociologie électorale, les méthodes utilisées pour l'étude scientifique du comportement varient selon les pays, en fonction de la documentation disponible et du nombre des partis politiques, et aussi en fonction du développement et de l'orientation générale des enquêtes. Il distinguait entre l'école française, ou ce qu'il appelait plus exactement l'école franco-belge, et l'école anglo-saxonne. Il semble bien que, depuis quelque temps, on puisse parler d'une école canadienne et cela grâce surtout aux travaux de John Meisel de l'Université Queen's et de quelques jeunes professeurs de l'Université Laval que les lecteurs de *Recherches sociographiques* connaissent bien. C'est en 1962 que John Meisel publia aux Presses de Toronto, dans « Canadian Government Series », *The Canadian General Election of 1957*. Vincent Lemieux de son côté, nous avait déjà fait connaître, en 1961, sa propre étude sur « Les élections provinciales dans le comté de Lévis de 1912 à 1960 » (*Recherches sociographiques*, II, 3-4, juillet-décembre 1961). Cette fois, c'est un recueil de quinze études que publie John Meisel sur les élections de 1962 en prenant bien soin et avec raison, dans sa préface, de conseiller au lecteur « to fix firmly in his mind which election he is about to re-live » (p. VI). En effet, comme, depuis le 10 juin 1957 nous avons vécu quatre élections et que nous en vivons une cinquième au moment où j'écris ces lignes, il est bon de se rappeler que les élections du 18 juin 1962, qu'il ne faut pas confondre avec celles du 8 avril 1963, furent, pour nous du Québec, celles que marqua le triomphe de Réal Caouette et de ses candidats. John Meisel explique aussi dans sa préface que « the origin of this book lies in one of the shortcomings of my study of the 1957 elections » (p. V), c'est-à-dire l'absence de monographies qui auraient pu inspirer son étude d'ensemble.

Cette lacune a d'abord été en partie comblée par six études de circonscriptions assez bien distribuées dans l'ensemble du pays, même si dans la marche vers l'Ouest elles ne dépassent pas le Manitoba. George Perlin, qui préparait un doctorat en science politique à l'Université Queen's, a analysé l'élection dans St. John's West, à Terre-Neuve, pour conclure (p. 18) que « to a significant extent, voting choices in St. John's West are the function of local rather than national stimuli. » Cela n'est pas surprenant car Terre-Neuve ne s'est pas encore complètement adaptée à son statut de province du Canada. L'étude sur la circonscription électorale de Halifax par Morris Davis, de Tulane University, offre un intérêt spécial par suite du fait que cette circonscription élit deux députés. Comme le fait remarquer l'auteur, « in 1962, the Halifax voter faced not twice as many choices as a voter in a normal constituency but almost six times as many » (p. 19). De ses observations ainsi facilitées, il tire plusieurs conclusions dont la suivante surtout nous intéresse : « The election in Halifax, like politics in English Canada generally, yields virtually no clues at all about

what goes on in the political world of Québec » (p. 32). C'est d'ailleurs ce que prouve à sa façon l'étude de Vincent Lemieux sur l'élection dans la circonscription de Lévis, étude préparée en collaboration avec Michel Chaloult et André Ouellet. C'est une circonscription où le candidat vainqueur appartenait au parti du Crédit social. La monographie analyse les facteurs généraux qui ont contribué dans toute la province au succès du Crédit social et qui ont joué évidemment dans Lévis mais elle y ajoute des explications plus spécifiquement locales. Les trois facteurs généraux sont : les circonstances économiques ; l'exploitation habile de ces circonstances par Réal Caouette et quelques-uns de ses lieutenants particulièrement à la télévision ; enfin, l'organisation efficace des « créditistes ». Au chapitre des explications locales, l'auteur distingue fort intelligemment entre le « créditisme » des grands centres et le « créditisme » rural. Je ne sais si c'est parce qu'elle porte sur une circonscription que je connais mieux que la plupart de celles dont il est question dans le recueil, mais l'étude de Vincent Lemieux m'a paru l'une des plus perspicaces et des plus personnelles qu'il contienne.

Howard A. Scarrow, dont tous les étudiants utilisent *Canada Votes, A Handbook of Federal and Provincial Election Data* (New Orleans, The Hauser Press, 1962), a étudié une circonscription urbaine, qu'il ne nomme pas, sous le titre de « Three Dimensions of a Local Political Party ». L'anonymat a été nécessaire pour l'obtention et l'utilisation de renseignements parfois indiscrets. Denis Smith a étudié l'élection dans Toronto-Eglinton où l'ancien ministre des Finances, Fleming, fut défait par Mitchell W. Sharp pour conclure que : « The dialogue between Mr. Fleming and Mr. Sharp in the 1962 Eglinton campaign offers some signs of how the two main parties see themselves, each other, and their respective places in national history » (p. 87). L'élection dans Winnipeg North Centre où M. Stanley Knowles fut réélu est regardée par ceux qui l'ont analysée, MM. T. Peterson and I. Avakumovic, comme « a return of the status quo ».

La seconde partie du recueil est consacrée aux études régionales et elle s'ouvre par celle du professeur Léon Dion, de l'Université Laval, sur l'élection dans la province de Québec. Elle est le résultat d'un séminaire que le professeur Dion, aidé de son collègue Vincent Lemieux, a dirigé pendant l'année universitaire 1962-1963. L'étude est basée surtout sur l'analyse des journaux. Elle se termine par une série d'excuses à propos des recherches qui n'ont pu être poursuivies, mais telle quelle, elle est déjà intéressante et révélatrice. Elle est complétée par l'étude suivante, celle de W.P. Irvine qui a plus spécialement analysé les « voting shifts in Quebec ». « Support for Social Credit, écrit-il (p. 142), was of two kinds — a protest against continued economic lag in certain areas of the province, and a positive response from lower-middle and lower classes as a vehicle for the release of national social tensions. » La seconde partie contient aussi : « The Press of Ontario and the Election », par T. H. Qualter and K. A. MacKirdy ; « The Counter-Revolution in Saskatchewan », par Norman Ward ; « the N.D.P. British Labour Party », par Walter D. Young.

Dans la troisième partie consacrée aux études dites nationales, Robert R. Alford étudie « The Social Bases of Political Cleavage in 1962 » ; S. Peter Regenstreif, qui est devenu un des observateurs les plus fidèles des élections canadiennes, traite des « Group Perceptions and the Vote : Some Avenues of Opinion Formation in the 1962 Campaign » ; Mildred A. Schwartz traite de « Political Behaviour and Ethnic Origin ».

Les conclusions sont fournies, comme il se devait, par John Meisel. Elles sont nuancées et difficiles à résumer. D'ailleurs, la conclusion suivante elle-même le prouve : « We have seen that almost any statement made about Canadian behaviour as a whole can be shown to be strongly contradicted in some region or among some section of the population » (p. 286).

À la fin de la brève analyse de l'ouvrage qu'il a publiée dans *International Journal* (XX, 3, Summer 1965, 405), John T. Saywell, de York University, souhaitait que le professeur Meisel, « who, soulignait-il avec raison, has taken control of this area of Canadian

political science, should design a model constituency analysis and enlist the aid of scholars and laymen to secure 265 local studies during the next election ». Remarquons qu'il suffirait d'en préparer 263 puisque même si nous élisons 265 députés, nous n'avons que 263 circonscriptions, celles de Halifax, en Nouvelle-Écosse, et de Queen's, dans l'île du Prince-Édouard, élisant chacune deux représentants. Le souhait de Saywell n'en demeure pas moins heureux et j'espère qu'il se réalisera un jour. On pourrait d'ailleurs y songer pour les prochaines élections provinciales du Québec qui se feront d'après une nouvelle carte, avec des votants de 18 ans et tout probablement avec des candidats séparatistes. Un merveilleux laboratoire s'ouvre à la sociologie électorale au Québec et peut-être même plus particulièrement à l'Université Laval.

Jean-Charles BONENFANT

*Bibliothèque de la Législature,
Québec.*

André RAYNAULD, *Institutions économiques canadiennes*, Montréal, Librairie Beauchemin Limitée, 1964, 476 p.

Voici un livre qui prête peu à la controverse : il vise simplement à renseigner le lecteur. On ne peut certes reprocher à l'auteur d'un volume portant sur les institutions économiques canadiennes de verser dans « l'institutionnalisme ». Cependant, si cet auteur est économiste, on aimerait que les institutions soient replacées dans un cadre plus général où la théorie économique occuperait une place adéquate. De ce point de vue, le livre de Raynauld souffre de certaines lacunes. Je veux dire par là que, comme « complément élémentaire à tel ou tel manuel courant d'analyse économique », l'ouvrage ne montre pas toujours assez clairement au non-initié comment faire le joint entre l'analyse proprement dite et les aspects institutionnels de la réalité économique.

Le second danger qui guette l'auteur d'un volume traitant des institutions économiques est la trop grande « actualisation » de la présentation. Pour faire comprendre au lecteur l'ampleur des institutions décrites, il faut évidemment parler chiffres, donner des exemples, recourir au « récemment vécu ». Mais le vieillissement des données statistiques est rapide. Il oblige à de fréquentes révisions si l'ouvrage doit conserver son piquant. De ce point de vue, le volume de Raynauld est satisfaisant, dans tous les cas du moins où les sujets choisis peuvent être jugés importants. Mais, justement, le sont-ils tous ?

Ceci m'amène à parler de la principale lacune de l'ouvrage. On y trouve une description beaucoup trop longue et trop détaillée de certaines institutions économiques canadiennes : par exemple, le chapitre 7 sur la législation contre les coalitions ; ou encore, le chapitre 11 sur le marché du capital où le fonctionnement de la bourse des valeurs retient longuement l'auteur. J'aurais préféré un allègement de ces chapitres et de quelques autres pour faire une plus grande place à l'analyse.

Enfin, une dernière remarque d'ordre général : certains chapitres du volume sont, en fait, des reproductions d'articles déjà publiés par l'auteur et par d'autres spécialistes. Comme le livre ne se présente pas comme un recueil de morceaux choisis, on ne peut que déplorer un certain manque d'homogénéité dans son contenu. Cette faiblesse apparaît surtout au niveau du degré d'abstraction choisi : relativement élevé à l'occasion, il baisse parfois au point qu'on se croirait en présence d'un article de journal ou d'une publication gouvernementale destinée à renseigner le citoyen sur les services que lui offre l'État.

Tout compte fait, cependant, l'ouvrage de Raynauld me semble être une importante addition à la liste, malheureusement très courte, des travaux portant sur l'économie canadienne par des Canadiens français. J'y recourrai personnellement avec profit et nul doute que mes étudiants seront enchantés de cet effort de refrancisation !